
2nd Session, 50th Legislature,
New Brunswick,
33 Elizabeth II, 1984

2^e session 50^e Législature,
Nouveau-Brunswick,
33 Elizabeth II, 1984

JUL 10 1984

BILL

93 PROJET DE LOI

**AN ACT TO AMEND THE BUSINESS
IMPROVEMENT AREAS ACT**

**LOI MODIFIANT LA LOI SUR DES ZONES
D'AMÉLIORATION DES AFFAIRES**

JUL 10 1984
ASSEMBLY OF
NEW BRUNSWICK

HON. YVON R. POITRAS

L'HON. YVON R. POITRAS

Section 1

(1) (a) "Business improvement corporation" is defined.

(b) "Businessman" is re-defined.

(c) Paragraphs (h) and (i) make two additions to the categories of property excluded from the Act's definition of "business property".

(2) A businessman who uses or occupies more than one business property in a business improvement area shall be deemed to be a single businessman for the purposes of this Act.

Section 2

(a) A petition proposing the establishment of a business improvement area must be that of five businessmen within the proposed area or of the Board of Directors of an incorporated business association with at least five such members.

(b) Notice of the hearing which a council is to hold into a proposal for the establishment of a business improvement area is to be published in a newspaper at least once a week for three consecutive weeks.

(c) and (d) A business improvement area may not be established if written objections are filed by one-third or more of the businessmen of the proposed area or by businessmen who together will be liable to pay in respect of a levy an amount equal to one-third or more of the total amount to be raised from businessmen by the levy.

(e) Where a business improvement area is not established because of the written objections referred to in paragraph (c), no business property within that area is subject to a by-law establishing such an area until one year has elapsed from the last date of publication of the notice referred to in paragraph (b).

(f) Where a council declines to establish a business improvement area, no business property within that area is subject to a by-law establishing such an area until one year has elapsed from the date of the council's decision.

Section 3

(a) (i) The municipally owned land on which a business improvement corporation may operate public parking facilities must be within the business improvement area.

(a) (ii) The programs of a business improvement area are to be carried out within its area.

(a) (iii) A council may by by-law impose a business improvement levy on business property within a business improvement area.

(b) Subsection 3(1.1) is repealed, its substance being retained and reformulated as paragraph 5.4(1)(b).

(c) The rate at which a business improvement levy is imposed is not to exceed twenty cents for every one hundred dollars of assessed non-residential value.

Article 1

(1)a) Les alinéas h) et i) ajoutent deux catégories de biens à la définition «bien commercial» de la Loi.

b) Définition «corporation d'amélioration des affaires».

c) Nouvelle définition «homme d'affaires».

(2) Pour l'application de la présente loi, un homme d'affaires ne peut, même s'il utilise ou occupe plusieurs biens commerciaux dans une zone d'amélioration des affaires, être assujéti à plus d'une contribution extraordinaire.

Article 2

a) Une requête proposant la création d'une zone d'amélioration des affaires doit être faite par cinq hommes d'affaires dans la zone proposée ou par le conseil d'administration de toute organisation commerciale constituée en corporation se composant d'au moins cinq hommes d'affaires.

b) L'avis d'une audition que tiendra un conseil à propos de la création d'une zone d'amélioration des affaires doit être publié dans un journal au moins une fois par semaine durant trois semaines consécutives.

c) et d) Une zone d'amélioration des affaires ne peut pas être créée si le tiers au moins des hommes d'affaires de la zone proposée, ou si les hommes d'affaires qui seront responsables du paiement du tiers au moins du montant total de la contribution pour l'amélioration des affaires, ont manifesté leur désaccord en déposant une opposition écrite contre le projet.

e) Lorsque l'inexistence d'une zone d'amélioration des affaires résulte des oppositions écrites visées à l'alinéa c), aucun bien commercial dans cette zone ne peut être soumis à un arrêté municipal établissant une telle zone dans l'année qui suit la date de la dernière publication de l'avis visé à l'alinéa b).

f) En cas de refus du conseil de créer une zone d'amélioration des affaires, aucun bien commercial dans la zone ne peut être soumis à un arrêté municipal établissant une telle zone dans l'année qui suit la date de la décision du conseil.

Article 3

a)(i) Les terrains appartenant à la municipalité que la corporation d'amélioration des affaires utilise aux fins de stationnement doivent se trouver à l'intérieur de la zone d'amélioration des affaires.

a)(ii) Les programmes d'une zone d'amélioration des affaires doivent être réalisés à l'intérieur de cette zone.

a)(iii) Un conseil peut par arrêté municipal imposer une contribution extraordinaire pour l'amélioration des affaires sur des biens commerciaux se trouvant à l'intérieur d'une zone d'amélioration des affaires.

b) Le paragraphe 3(1.1) étant abrogé, son contenu est reformulé pour devenir l'alinéa 5.4(1)b).

c) Le taux de la contribution extraordinaire pour l'amélioration des affaires est limité à vingt-cinq cents pour chaque cent dollars de la valeur non-résidentielle évaluée du bien.

Section 4

(a) The expression "business improvement corporation" replaces its earlier counterpart.

(b) Notice that a business improvement corporation has submitted a budget to the council for approval must be published in a newspaper at least once weekly for two weeks.

(c) and (d) A business improvement corporation's budget may not be approved if written objections are filed by one-third or more of the businessmen of the area or by businessmen who together will be liable to pay one-third or more of the total amount to be raised from businessmen by the levy.

(e) A reference to section 6 is deleted, as section 6 is to be repealed.

Section 5

A business improvement corporation is to prepare and keep up to date a list of business properties. Not later than January 5 of each year, the corporation must submit to the Minister of Municipal Affairs a levy list, showing the occupancy of all business property on January 1. The Minister of Municipal Affairs may make corrections to the list, and the Minister of Finance will, when he mails a property tax notice, send to the owner of a property appearing on the levy list a statement of the amount payable by the owner in respect of the business improvement levy. If the levy is not paid, the business improvement corporation may recover it from the owner as a debt.

The owner may recover from any person using or occupying property any sum paid by the owner in respect of the levy, but nobody is obliged to make a payment in respect of the levy which exceeds the recoveries he can make by more than five thousand dollars or five per cent of the total amount to be raised by the levy.

In respect of the first budget of a business improvement corporation after this Act comes into force, the Minister is to pay a business improvement corporation the total amount to be raised by the levy. In subsequent years, the Minister is to pay an amount discounted by the amount by which, in the previous year, payments to the Minister of Finance fell short of the total amount which was to have been raised by the levy.

Section 6

Sections 6 and 7 are repealed, being inconsistent with the new arrangements for collection and payment of the levy.

Article 4

a) L'expression «corporation d'amélioration des affaires» remplace une autre appellation dans l'ancien texte.

b) L'avis qu'une corporation d'amélioration des affaires a soumis un budget au conseil pour approbation doit être publié dans un journal au moins une fois par semaine pendant deux semaines.

c) et d) L'approbation du budget d'une corporation d'amélioration des affaires peut être refusée si des oppositions écrites ont été déposées par le tiers au moins des hommes d'affaires de la zone, ou par des hommes d'affaires qui seront ensemble responsables du paiement d'une somme égale au tiers au moins du montant total de la contribution.

e) Suppression d'un renvoi à l'article 6 qui sera abrogé.

Article 5

Il appartient à une corporation d'amélioration des affaires de préparer et de tenir à jour une liste des biens commerciaux. Le 5 janvier de chaque année au plus tard, la corporation doit soumettre au ministre des Affaires municipales un rôle de contribution indiquant l'état d'occupation de tous les biens commerciaux au 1^{er} janvier. Le ministre des Affaires municipales peut y apporter des corrections et le ministre des Finances, dans l'avis d'impôt foncier envoyé au propriétaire d'un bien figurant sur le rôle de contribution, joindra un relevé du montant exigible de la contribution extraordinaire dont ce propriétaire est redevable. En cas de non-paiement, la corporation d'amélioration des affaires peut recouvrer la contribution à titre de créance à l'encontre du propriétaire.

Le propriétaire peut se faire rembourser par toute personne qui utilise ou occupe le bien, tout montant qu'il a payé relativement à la contribution; toutefois, nul n'est obligé d'effectuer un paiement, relativement à une contribution, qui excède les recouvrements qu'il peut obtenir par plus de cinq mille dollars ou cinq pour cent du montant total de la contribution à prélever.

Le Ministre verse à la corporation d'amélioration des affaires quant à son premier budget après l'entrée en vigueur de la présente loi le montant total de la contribution à prélever. Dans les années suivantes, la somme que le Ministre aura à verser doit être diminuée du montant des versements qu'il a faits dans l'année précédente au ministre des Finances pour combler la différence entre la contribution fixée et la contribution perçue.

Article 6

Abrogation des articles 6 et 7 qui sont contraires aux nouveaux arrangements concernant le recouvrement et le paiement de la contribution.

**An Act to Amend the
Business Improvement Areas Act**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of New Brunswick, enacts as follows:

1(1) Section 1 of the Business Improvement Areas Act, chapter B-10.1 of the Acts of New Brunswick, 1981, is amended

(a) by adding immediately after the definition “area” the following definition:

“business improvement corporation” means a non-trading corporation established for any or all of the purposes set out in paragraph 3(1)(b);

(b) by repealing the definition “businessman” and substituting therefor the following:

“businessman” means an individual, corporation or partnership using or occupying business property in an area or a proposed area;

(c) by

(i) striking out the semicolon at the end of paragraph (g) of the definition “business property” and substituting therefor a comma,

**Loi modifiant la
Loi sur des zones d’amélioration des affaires**

Sa Majesté, sur l’avis et du consentement de l’Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, décrète:

1(1) L’article 1 de la Loi sur des zones d’amélioration des affaires, chapitre B-10.1 des Lois du Nouveau-Brunswick de 1981, est modifié

a) par

(i) la suppression du point à la fin de la définition «bien commercial» et son remplacement par un point-virgule,

(ii) l’adjonction après l’alinéa g) de la définition «bien commercial» des alinéas suivants:

h) les biens servant au stationnement public des commissions de stationnement;

i) les terrains vacants;

b) par l’adjonction après la définition «contribution» de la définition suivante:

«corporation d’amélioration des affaires» désigne une corporation non-commerciale créée en vue des objets indiqués à l’alinéa 3(1)b).

(ii) adding immediately after paragraph (g) of the definition "business property" the following paragraphs:

(h) public parking property of parking commissions,

(i) vacant land;

1(2) *Subsection 1(2) of the said Act is amended by striking out the word "owns" where it appears therein and substituting therefor the words "uses or occupies".*

2 *Section 2 of the said Act is amended*

(a) by striking out the word "twenty-five" where it appears in paragraphs (1)(a) and (b) thereof and substituting therefor the word "five";

(b) by striking out the word "twice" where it appears in subsection (2) thereof and substituting therefor the word "once";

(c) by striking out the words "or by businessmen occupying business property the value of which represents one-third or more of the assessed value of the business property in the proposed area" where they appear in subsection (3) thereof and substituting therefor the words "or by businessmen who in the council's opinion would, if the proposed area were a business improvement area, together be liable to pay in respect of a levy under this Act an amount equal to one-third or more of the amount to be raised from businessmen by the levy".

(d) by adding immediately after subsection (3) thereof the following subsection:

2(3.1) For the purposes of subsection (3), the amount that a person is liable to pay in respect of a levy under this Act is the amount that is payable by him under section 5.1 or that can be recovered from him under section 5.3, reduced by any amount that section 5.3 permits him to recover

c) par l'abrogation de la définition «homme d'affaires» et son remplacement par ce qui suit:

«homme d'affaires» désigne un particulier, une corporation ou une société en nom collectif utilisant ou occupant un bien commercial dans une zone ou une zone proposée;

1(2) *Le paragraphe 1(2) de cette loi est modifié par la suppression du mot «a» et son remplacement par les mots «utilise ou occupe».*

2 *L'article 2 de cette loi est modifié*

a) par la suppression des mots «vingt-cinq» aux alinéas (1)a) et b) et leur remplacement par le mot «cinq»;

b) par la suppression des mots «deux fois» au paragraphe (2) et leur remplacement par les mots «une fois»;

c) par la suppression des mots «ou par des hommes d'affaires occupant des biens commerciaux dont la valeur représente au moins un tiers de la valeur de l'évaluation des biens commerciaux de la zone proposée» au paragraphe (3) et leur remplacement par les mots «ou par des hommes d'affaires qui ensemble seraient, de l'avis du conseil, si la zone proposée était une zone d'amélioration des affaires, responsables du paiement, relativement à une contribution en application de la présente loi, d'une somme égale au moins au tiers du montant à percevoir des hommes d'affaires au moyen de la contribution».

d) par l'adjonction après le paragraphe (3) du paragraphe suivant:

2(3.1) Aux fins du paragraphe (3), le montant qu'une personne doit payer relativement à une contribution en application de la présente loi est le montant qui est exigible à son égard en vertu de l'article 5.1, ou dont elle peut être redevable en vertu de l'article 5.3, déduction faite de tout mon-

from another person and any amount which under section 5.4 he is not obliged to pay.

(e) by striking out the words “before two years have elapsed” where they appear in subsection (4) thereof and substituting therefor the words “before one year has elapsed”;

(f) by striking out the words “before two years have elapsed” where they appear in subsection (5) thereof and substituting therefor the words “before one year has elapsed”.

3 Section 3 of the said Act is amended

(a) by

(i) adding immediately after the words “municipally owned land” where they appear in subparagraph (1)(b)(iii) thereof the words “within the area”;

(ii) adding immediately after the words “programs of the corporation” where they appear in subparagraph (1)(b)(iv) thereof the words “within the area”;

(iii) striking out that portion of subsection (1) following paragraph (d) thereof and substituting therefor the following:

the council may by by-law impose a special business improvement levy on business property within the area.

(b) by repealing subsection (1.1) thereof;

(c) by striking out the words “assessed value” where they appear in subsection (2) thereof and substituting therefor the words “non-residential value of property, calculated in accordance with subsection 5.1(3)”.

4 Section 4 of the said Act is amended

tant qu'elle peut recouvrer selon l'article 5.3 à l'encontre d'une autre personne et de tout montant qu'elle n'est pas, en vertu de l'article 5.4, obligée de payer.

e) par la suppression des mots «d'une période de deux ans» au paragraphe (4) et leur remplacement par les mots «d'une année»;

f) par la suppression des mots «d'une période de deux ans» au paragraphe (5) et leur remplacement par les mots «d'une année».

3 L'article 3 de cette loi est modifié

a) par

(i) l'adjonction après les mots «des terrains» au sous-alinéa (1)b)(iii) des mots «à l'intérieur de la zone»;

(ii) la suppression des mots «le programme de la corporation» au sous-alinéa (1)b)(iv) et leur remplacement par les mots «les programmes de la corporation à l'intérieur de la zone»;

(iii) la suppression de cette partie du paragraphe (1) qui suit l'alinéa d) et son remplacement par ce qui suit:

le conseil peut, par arrêté municipal, imposer une contribution extraordinaire pour l'amélioration des affaires sur les biens commerciaux à l'intérieur de la zone.

b) par l'abrogation du paragraphe (1.1);

c) par la suppression des mots «valeur de l'évaluation» au paragraphe (2) et leur remplacement par les mots «valeur non-résidentielle du bien calculée conformément au paragraphe 5.1(3)».

4 L'article 4 de cette loi est modifié

(a) by striking out the words “corporation referred to in section 3” where they appear in subsection (1) thereof and substituting therefor the words “business improvement corporation”.

(b) by striking out the words “at least twice weekly” where they appear in subsection (2) thereof and substituting therefor the words “at least once weekly”;

(c) by striking out the words “or by businessmen occupying business property the value of which represents one-third or more of the assessed value of business property in the area” where they appear in subsection (6) thereof and substituting therefor the words “or by businessmen who in the council’s opinion would together be liable to pay in respect of a levy under this Act an amount equal to one-third or more of the amount to be raised from businessmen by the levy”.

(d) by adding immediately after subsection (6) thereof the following subsection:

4(6.1) For the purposes of subsection (6), the amount that a person is liable to pay in respect of a levy under this Act is the amount that is payable by him under section 5.1 or that can be recovered from him under section 5.3, reduced by any amount that section 5.3 permits him to recover from another person and any amount which under section 5.4 he is not obliged to pay.

(e) by striking out the words “Subject to section 6, where” where they appear in subsection (7) thereof and substituting therefor the word “Where”.

5 *Section 5 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:*

5(1) Where a business improvement corporation has been incorporated with respect to an area designated by by-law under section 2, the corpora-

a) par la suppression des mots «corporation visé à l’article 3» au paragraphe (1) et leur remplacement par les mots «corporation d’amélioration des affaires»;

b) par la suppression des mots «au moins deux fois par semaine» au paragraphe (2) et leur remplacement par les mots «au moins une fois par semaine»;

c) par la suppression des mots «ou par des hommes d’affaires occupant des biens commerciaux dont la valeur représente au moins un tiers de la valeur de l’évaluation des biens commerciaux de la zone» au paragraphe (6) et leur remplacement par les mots «ou par des hommes d’affaires qui ensemble seraient, de l’avis du conseil, responsables du paiement, relativement à une contribution en application de la présente loi, d’une somme égale au moins au tiers du montant à percevoir des hommes d’affaires au moyen de la contribution».

d) par l’adjonction après le paragraphe (6) du paragraphe suivant:

4(6.1) Aux fins du paragraphe (6), le montant qu’une personne doit payer relativement à une contribution en application de la présente loi est le montant qui est exigible à son égard en vertu de l’article 5.1, ou dont elle peut être redevable en vertu de l’article 5.3, déduction faite de tout montant qu’elle peut recouvrer selon l’article 5.3 à l’encontre d’une autre personne et de tout montant qu’elle n’est pas, en vertu de l’article 5.4, obligée de payer.

e) par la suppression des mots «Sous réserve de l’article 6, à défaut» au paragraphe (7) et leur remplacement par les mots «A défaut».

5 *L’article 5 de cette loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:*

5(1) Lorsqu’une corporation d’amélioration des affaires a été constituée en corporation relativement à une zone désignée par arrêté municipal

tion, in consultation with the Minister and the council, shall prepare a list that

(a) identifies all business property in the area,

(b) states the name and address of any businessmen using or occupying any business property in the area, and

(c) states, in relation to each business property appearing on the list, the name and address of the owner of the property

and shall amend the list when any change in the ownership, use or occupancy of business property in the area occurs or when real property becomes business property or ceases to be business property.

5(2) Where a levy has been imposed, the business improvement corporation shall, not later than the fifth day of January of the year to which the levy applies, submit to the Minister a levy list, identifying, as of the first day of January of that year, the properties appearing on the assessment and tax roll prepared by the Minister for the purposes of the *Assessment Act* which are or which contain business property.

5(3) The Minister may make corrections to the levy list, and that list, subject to any corrections that the Minister may make, shall be the levy list for the purposes of section 5.1.

5(4) Any decision made by the Minister in relation to any correction is final.

5.1(1) Where a levy has been imposed, the Minister of Finance shall, when he next mails to the owner of a property appearing on the levy list a notice under subsection 7(2) of the *Real Property Tax Act*, include a statement of the amount that is, in relation to that property, payable by the owner in respect of the levy.

en vertu de l'article 2, cette corporation doit, de concert avec le Ministre et le conseil, préparer une liste qui

a) identifie tous les biens commerciaux dans la zone,

b) indique les nom et adresse de tout homme d'affaires qui utilise ou occupe un bien commercial dans la zone, et

c) indique, à l'égard de chaque bien commercial figurant sur la liste, les nom et adresse du propriétaire du bien,

et il lui incombe de modifier cette liste à l'occasion de tout changement dans la propriété, l'usage ou l'occupation du bien commercial dans la zone, ou à toutes les fois qu'un bien réel devient bien commercial ou cesse de l'être.

5(2) Lorsqu'une contribution a été imposée, la corporation d'amélioration des affaires doit, au plus tard le cinq janvier de l'année à laquelle la contribution s'applique, soumettre au Ministre un rôle de contribution identifiant, au 1^{er} janvier de cette année, les biens figurant sur le rôle d'évaluation et d'impôt préparé par le Ministre aux fins de la *Loi sur l'évaluation* qui sont ou qui renferment des biens commerciaux.

5(3) Le Ministre peut faire des corrections au rôle de contribution et ce rôle, sous réserve des corrections que peut faire le Ministre, constitue le rôle de contribution aux fins de l'article 5.1.

5(4) Est définitive toute décision du Ministre relative à une correction.

5.1(1) Dès qu'une contribution a été imposée, le ministre des Finances doit, dans le prochain envoi d'un avis en vertu du paragraphe 7(2) de la *Loi sur l'impôt foncier* au propriétaire d'un bien figurant sur le rôle de contribution, inclure un relevé du montant de la contribution dont le propriétaire est redevable relativement à ce bien.

5.1(2) The amount that is, in relation to a property payable by the owner in respect of the levy shall be calculated by multiplying the rate of the levy imposed for the year by the non-residential value of that property determined in accordance with subsection (3).

5.1(3) The non-residential value of a property is the assessed value of the property appearing on the assessment and tax roll prepared by the Minister for the purposes of the *Assessment Act*, reduced by such portion, if any, of the total assessment as is attributable to residential property pursuant to section 7 of that Act.

5.2(1) The amount that is, in relation to a property, payable by an owner in respect of the levy shall be paid by the owner to the Minister of Finance before the date on which, pursuant to subsection 10(3) of the *Real Property Tax Act*, where there is due and unpaid any amount of the taxes on real property, a penalty is added.

5.2(2) Any amount not paid to the Minister of Finance in accordance with subsection (1), together with such sum as would if the levy were a tax on real property under the *Real Property Tax Act* be added from time to time by way of penalty, shall be a debt due from the owner to the business improvement corporation and shall be recoverable by the business improvement corporation in any court of competent jurisdiction as a debt due to the business improvement corporation.

5.3(1) An owner of property may recover

(a) from a person who uses or occupies the whole of a property, the whole, and

(b) from a person who uses or occupies part of a property, the proportionate part

of the amount that is, in relation to that property, paid by the owner in respect of the levy, and in the absence of other agreement may so recover as though the amount paid by the owner were tax to which subsections 18(2), (3), (5), (6) and (7) of the

5.1(2) Le montant de la contribution dont le propriétaire est redevable relativement à un bien est le produit du taux de la contribution imposée pour l'année par la valeur non-résidentielle de ce bien déterminée conformément au paragraphe (3).

5.1(3) La valeur non-résidentielle d'un bien est la valeur de l'évaluation du bien figurant sur le rôle d'évaluation et d'impôt préparé par le Ministre aux fins de la *Loi sur l'évaluation*, déduction faite de la fraction, s'il y en a, de l'évaluation totale attribuable à un bien résidentiel conformément à l'article 7 de cette loi.

5.2(1) Le montant de la contribution dont un propriétaire est redevable relativement à un bien doit être versé par le propriétaire au ministre des Finances avant la date à laquelle, conformément au paragraphe 10(3) de la *Loi sur l'impôt foncier*, une pénalité est ajoutée lorsqu'il y a un arriéré dans les impôts levés sur le bien réel.

5.2(2) Tout montant non payé au ministre des Finances conformément au paragraphe (1), et toute somme qui y serait ajoutée à l'occasion par voie de pénalité si la contribution était un impôt foncier selon la *Loi sur l'impôt foncier*, constitue une dette échue que le propriétaire doit à la corporation d'amélioration des affaires et celle-ci peut recourir à tout tribunal compétent pour la recouvrer à ce titre.

5.3(1) Le propriétaire d'un bien peut se faire rembourser par une personne

a) totalement, lorsque celle-ci utilise ou occupe entièrement un bien, ou

b) proportionnellement, lorsque celle-ci utilise ou occupe partiellement un bien,

tout montant de la contribution qu'il a payé relativement à ce bien, et à défaut de tout autre accord, le recouvrement peut être fait comme si le montant qu'il a payé était des impôts auxquels s'appliquent les paragraphes

Landlord and Tenant Act applied, and the owner a landlord and the person from whom recovery is made a tenant for the purposes of those subsections.

5.3(2) Where, in respect of business property, no lease, licence or permit exists between an owner and a businessman directly, recovery may be made under subsection (1) between the parties to any lease, licence or permit that does exist in respect of the business property as though the grantor of the lease, licence or permit were an owner and the grantee a businessman for the purposes of subsection (1).

5.4(1) Notwithstanding sections 5.1 and 5.3, no person shall be obliged to pay in respect of the levy imposed for any year a sum which exceeds the amount which section 5.3 permits him to recover by more than

(a) five thousand dollars, or

(b) five per cent of the total amount to be raised by the levy,

whichever is less.

5.4(2) For the purposes of subsection 5.2(2), the amount of any debt due from an owner to a business improvement corporation shall be reduced by any amount which, by virtue of this section, the owner and any person whose right to use or occupy premises is derived under the owner is not obliged to pay.

5.5(1) In respect of the first budget of a business improvement corporation after the coming into force of this section, the Minister shall, as soon as may be after the beginning of the calendar year to which the budget applies, pay to the corporation, to be expended for the purposes set out in the budget, an amount equal to the total amount to be raised by the levy.

18(2), (3), (5), (6), et (7) de la *Loi sur les propriétaires et locataires*, le propriétaire du bien étant assimilé à un propriétaire et la personne à l'égard de laquelle le recouvrement a été fait étant assimilée à un locataire pour l'application de ces paragraphes.

5.3(2) Dans le cas des biens commerciaux, lorsqu'il n'existe directement aucun bail, aucune autorisation ou aucune permission entre un propriétaire et un homme d'affaires, le recouvrement peut être fait en vertu du paragraphe (1) entre les parties à tout bail, à toute autorisation ou à toute permission qui existe relativement au bien commercial comme si, pour l'application du paragraphe (1), le cédant du bail, de l'autorisation ou de la permission était un propriétaire et le bénéficiaire un homme d'affaires.

5.4(1) Nonobstant les articles 5.1 et 5.3, nul n'est obligé de payer relativement à une contribution imposée pour une année quelconque, une somme qui dépasse le montant que l'article 5.3 lui permet de recouvrer du montant le moins élevé entre

a) cinq mille dollars, ou

b) cinq pour cent du montant total de la contribution à prélever.

5.4(2) Pour l'application du paragraphe 5.2(2), le montant de toute dette échue qu'un propriétaire doit à une corporation d'amélioration des affaires est réduit de toute somme que le propriétaire et toute personne dont les droits d'usage ou d'occupation viennent du propriétaire ne sont pas obligés à payer en vertu du présent article.

5.5(1) Le Ministre doit, relativement au premier budget d'une corporation d'amélioration des affaires, à l'entrée en vigueur du présent article et dès le début de l'année civile à laquelle le budget s'applique, verser le plus tôt possible à la corporation un montant égal au montant total de la contribution à prélever en vue des dépenses indiquées au budget.

5.5(2) In respect of any subsequent budget of a business improvement corporation, the Minister shall, as soon as may be after the beginning of the calendar year to which the budget applies, pay to the corporation, to be expended for the purposes set out in the budget, a sum which is smaller than the total amount to be raised by the levy by the amount, if any, by which the payments made to the Minister of Finance under section 5.2 in respect of the previous budget of the corporation were smaller than the total amount which was to have been raised by the levy imposed for the purposes of that previous budget.

5.5(3) For the purposes of subsection (2), the Province shall be deemed to have paid to the Minister of Finance under section 5.2 in each calendar year the amount that would have been the subject of a statement or statements in accordance with section 5.1 if the Province were an owner of property to whom notices under subsection 7(2) of the *Real Property Tax Act* were mailed.

6 *Sections 6 and 7 of the said Act are repealed.*

5.5(2) Le Ministre doit, relativement à tout budget subséquent d'une corporation d'amélioration des affaires, dès le début de l'année civile à laquelle le budget s'applique, verser le plus tôt possible à la corporation, en vue des dépenses indiquées au budget, une somme inférieure au montant total de la contribution à prélever, cette somme étant obtenue par la soustraction du montant, s'il y en a, représentant les paiements faits au ministre des Finances en application de l'article 5.2 relativement au budget précédent de la corporation, lorsque ces paiements étaient inférieurs au montant total qui avait été prélevé par la contribution imposée aux fins du budget précédent.

5.5(3) Aux fins du paragraphe (2), la province est réputée avoir versé chaque année civile au ministre des Finances en vertu de l'article 5.2 le montant qui aurait fait l'objet d'un ou des relevés conformes à l'article 5.1 si elle eût été propriétaire d'un bien à qui des avis étaient envoyés par la poste en application du paragraphe 7(2) de la *Loi sur l'impôt foncier*.

6 *Les articles 6 et 7 de cette loi sont abrogés.*